

CABINET de M. Georges PÉTI... 119, Bd de la Liberté LILLE

Journal Le Radical

AGENCE REGIONALE et Lilleoise 119, Bd de la Liberté LILLE

Quarante-neuvième année. — N° 157.

Directeur-propriétaire : ALFRED REBOUX

DIMANCHE 5 JUIN 1904

TARIF D'ABONNEMENTS... 5 Centimes

BUREAUX ET REDACTION : ROUBAIX : 71, Grande-Rue & TOURCOING : 5, rue Carnot

ÉDITION DU MATIN

5 Centimes

ABONNEMENTS & ANNONCES

SIX PAGES : 5 centimes

UN HERETIQUE

M. le député Henry Maret, qui vient de quitter le Radical parce que les articles qu'il y écrivait déplaisaient à M. Combes, mérite que nous lui tirions notre chapeau.

bre à témoigné que, si sur la question religieuse, elle avait l'inconcevable faiblesse de subir la domination de M. Jaurès, elle n'était pas, sur la question nationale, aussi disposée à abdiquer.

INFORMATIONS

Les frais de justice. — Une circulaire retirée. Paris, 3 juin. — M. Vallé, ministre de la justice, s'est décidé, en présence du conseil général, par son décret relatif aux nouveaux tarifs de justice, à le retirer partiellement et à le remplacer par un autre.

Le budget de 1905 au Sénat. Paris, 3 juin. — La Commission des finances a nommé : président, M. Magnin; vice-présidents, MM. Edouard Milhaud et Gauthier (de Clugny); secrétaire, MM. Monestier, Fournier, Boudinot et Gérard; rapporteur général, M. Antonin Dubost.

Les obsèques de Mme Léon Bourgeois. Paris, 3 juin. — Les obsèques de Mme Léon Bourgeois ont été célébrées ce matin, à Saint-Cloud, Mmes Combes, Fallières, Brisson, tous les ministres présents à Paris; MM. de Selves, préfet de la Seine; Lépine, préfet de police; les préfets de Seine-et-Oise et de la Seine; et de nombreux membres du Parlement, y assistaient.

La sous-commission des alcools. Paris, 3 juin. — La troisième sous-commission extraparlimentaire des alcools, vins et spiritueux (contrôle hygiénique) s'est réunie ce matin au ministère des finances, sous la présidence de M. Delombre, député, elle a commencé la discussion générale des moyens techniques propres à assurer l'application.

Le parti aux courses. Marseille, 3 juin. — L'affaire de l'agence Blanc, inculpée de se livrer au pari mutuel, est en cours d'instruction à la loi, est venue jeudi devant le tribunal. Elle a été jugée par six juges. Cette affaire, causée par un pari mutuel de six millions de francs de Marseille, a fait, en six mois, plus de deux millions de francs de bénéfices. Son directeur, Blanc, a été condamné à 4 mois de prison, 6.000 fr. d'amende; le caissier du mobilier et d'une somme de 55.500 fr. qui avait été saisie a été condamné, M. Caune, qui se portait partie civile, espérant récupérer 63.000 fr. qu'il avait engagés, a été condamné aux dépens. Les autres inculpés ont été condamnés à deux mois de prison et 200 fr. d'amende. Ces condamnations jettent la panique dans le monde des joueurs.

La liquidation de la « Caisse des Familles ». Paris, 3 juin. — MM. Clouet et Henri Michel, députés, ont déposé au Sénat un projet de loi tendant à la liquidation de la Caisse des Familles, domiciliée dans le même arrondissement, pourront se réunir afin de constituer un ou plusieurs mandataires. Ils pourront appeler leurs mandataires sur la même feuille de timbre, précédant ainsi par voie de mandats collectifs.

Attentat contre le maire de Marseille. Marseille, 3 juin. — Le bruit court que M. Chanot, maire de Marseille, aurait été l'objet d'un attentat d'empoisonnement. Il y a trois jours, un envoi de poisson accompagné d'un mot amical, arriva chez M. Chanot, de la part d'un ami. Le maire avait rencontré cet ami, et lui avait exprimé ses remerciements, après que ce dernier n'eût pas l'air de l'expédition. Le poisson examiné aurait été reconnu empoisonné.

Une agression à Marseille. Marseille, 3 juin. — M. Manot, secrétaire du syndicat des dockers, en raison d'un article publié dans l'Express, a assisté hier soir, à dix heures, le directeur de ce journal, et la roue de coupe. Plainte a été déposée contre l'agresseur.

Processions interdites. Saint-Etienne, 3 juin. — M. Bouche, maire de Rivet-Gaier, a pris un arrêté interdisant les processions religieuses.

Manœuvres navales. Cherbourg, 3 juin. — Les sous-marins Stur, Français, Algérie, avaient appareillé pour attaquer l'école de guerre de Cherbourg.

Eboulement dans une mine. Carthagène, 3 juin. — Les ouvriers employés dans l'exploitation de la mine Crosalego ont été retirés sans et causés.

Le traitement des curés italiens. Le ministre des Cultes en Italie a demandé d'élever de 900 francs à 1.000 francs le traitement des curés.

Un nouvel article de la Civiltà cattolica. Rome, 3 juin. — La Civiltà cattolica publie dans le fascicule du premier samedi de juin, un nouvel article sur la « protestation du Saint-Siège contre la visite de M. Loubet ».

CHOSSES ET AUTRES. On parlait d'un concierge qui n'avait jamais de conversations avec ses locataires.

EN BELGIQUE. Les catholiques belges sont justement fiers des progrès sociaux qui s'accomplissent en Belgique sous leur gouvernement. L'un de leurs organes, le Journal de Bruxelles disait hier :

de nos socialistes, entre notre pays et le France, où l'anticléricalisme aidant, toutes les réformes sociales tendent en suspens, où la vie de l'ouvrier est dans un état de plus en plus déprimé, où nous sommes encore et nous le serons pour les pensées de vieillesse.

Préfet policier. Avec le gouvernement actuel, il y a beaucoup de choses en décadence, mais l'espérance et la délation ont fait sans conteste d'admirables progrès.

Discours de M. Buisson. M. Buisson vient répondre et il commence par déclarer que les revues et journaux critiqués par M. Grosjean n'ont rien à voir avec l'Université. Ils ne relèvent que de la liberté de la presse.

La propagande internationaliste dans l'enseignement primaire. L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Grosjean, sur la distribution faite à ses élèves, par l'instituteur public de Morteau, du livre de M. Hervé, intitulé : L'Enseignement primaire.

Intervention de M. Gauthier de Clagny. M. Gauthier de Clagny. — Le problème qui se pose est des plus graves. Il s'agit de savoir si on laissera le collectivisme et l'internationalisme mettre la main sur l'enseignement primaire. Oui ou non, un ministre peut-il, doit-il laisser se poursuivre dans les rangs des instituteurs la propagande socialiste?

Intervention de M. Chaumié. M. Chaumié. — Elle veut mieux que la vôtre. M. Gauthier de Clagny. — On vient d'entendre M. Buisson soutenir sa non de son parti cette théorie que les instituteurs ont le droit de tout enseigner, de tout écrire, de tout enseigner à leurs élèves et qu'ils ne relient à cet égard que de leur conscience.

Incident. M. MILLEVOYE. — Je constate que M. Jaurès est au nombre de ceux qui applaudissent.

Incident. M. Jaurès. — Perfection! J'ai protesté avec mes amis contre l'abominable campagne d'une partie de la presse cherchant à élever l'opinion et à l'entraîner à la guerre.

Incident. M. Buisson. — Je répondrai simplement à M. Jaurès, et par qui. Qu'en pensez-vous d'un ministre qui n'est réfugié derrière une échoppe? (Applaudissements.) J'avais le droit d'apposer à la tribune les paroles que je

guelle. (Applaudissements frénétiques à l'extrême-gauche.) M. MILLEVOYE. — Hier, M. Jaurès apportait à la tribune un des nos fameux discours antilibéraux. Aujourd'hui, il se dévoue lui-même. (Vifs applaudissements à droite.)

M. Jaurès. — Je n'ai en rien dévié de ma doctrine de la paix et du désarmement simultané. Ce que j'ai affirmé, c'est la nécessité de la défense du territoire par le seul universellement armé. (Applaudissements à l'extrême-gauche. Exclamations ironiques à droite et au centre. Agitation prolongée.)

M. Buisson. — Le journal que je cite se déclare avec M. Vauillant partisan de l'insurrection que de la guerre.

M. Vauillant fait signe que c'est bien là son opinion. La droite et le centre, indignés, l'invent. M. Jaurès semble lui souffler une réponse, mais M. Vauillant fait la parole à M. Buisson.

M. Grosjean. — Le même journal que M. Hervé proclame « qu'une déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne serait le signal d'une révolte du prolétariat tout entier. » (Mouvement.) Si l'on ne veut pas déserter, il ne faut pas compromettre la notion essentielle de la guerre.

M. Vauillant fait signe que c'est bien là son opinion. La droite et le centre, indignés, l'invent. M. Jaurès semble lui souffler une réponse, mais M. Vauillant fait la parole à M. Buisson.

M. Grosjean. — Le même journal que M. Hervé proclame « qu'une déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne serait le signal d'une révolte du prolétariat tout entier. » (Mouvement.) Si l'on ne veut pas déserter, il ne faut pas compromettre la notion essentielle de la guerre.

M. Vauillant fait signe que c'est bien là son opinion. La droite et le centre, indignés, l'invent. M. Jaurès semble lui souffler une réponse, mais M. Vauillant fait la parole à M. Buisson.

M. Grosjean. — Le même journal que M. Hervé proclame « qu'une déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne serait le signal d'une révolte du prolétariat tout entier. » (Mouvement.) Si l'on ne veut pas déserter, il ne faut pas compromettre la notion essentielle de la guerre.

M. Vauillant fait signe que c'est bien là son opinion. La droite et le centre, indignés, l'invent. M. Jaurès semble lui souffler une réponse, mais M. Vauillant fait la parole à M. Buisson.

M. Grosjean. — Le même journal que M. Hervé proclame « qu'une déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne serait le signal d'une révolte du prolétariat tout entier. » (Mouvement.) Si l'on ne veut pas déserter, il ne faut pas compromettre la notion essentielle de la guerre.

M. Vauillant fait signe que c'est bien là son opinion. La droite et le centre, indignés, l'invent. M. Jaurès semble lui souffler une réponse, mais M. Vauillant fait la parole à M. Buisson.

M. Grosjean. — Le même journal que M. Hervé proclame « qu'une déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne serait le signal d'une révolte du prolétariat tout entier. » (Mouvement.) Si l'on ne veut pas déserter, il ne faut pas compromettre la notion essentielle de la guerre.

M. Vauillant fait signe que c'est bien là son opinion. La droite et le centre, indignés, l'invent. M. Jaurès semble lui souffler une réponse, mais M. Vauillant fait la parole à M. Buisson.

M. Grosjean. — Le même journal que M. Hervé proclame « qu'une déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne serait le signal d'une révolte du prolétariat tout entier. » (Mouvement.) Si l'on ne veut pas déserter, il ne faut pas compromettre la notion essentielle de la guerre.

M. Vauillant fait signe que c'est bien là son opinion. La droite et le centre, indignés, l'invent. M. Jaurès semble lui souffler une réponse, mais M. Vauillant fait la parole à M. Buisson.

M. Grosjean. — Le même journal que M. Hervé proclame « qu'une déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne serait le signal d'une révolte du prolétariat tout entier. » (Mouvement.) Si l'on ne veut pas déserter, il ne faut pas compromettre la notion essentielle de la guerre.

M. Vauillant fait signe que c'est bien là son opinion. La droite et le centre, indignés, l'invent. M. Jaurès semble lui souffler une réponse, mais M. Vauillant fait la parole à M. Buisson.

M. Grosjean. — Le même journal que M. Hervé proclame « qu'une déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne serait le signal d'une révolte du prolétariat tout entier. » (Mouvement.) Si l'on ne veut pas déserter, il ne faut pas compromettre la notion essentielle de la guerre.

M. Vauillant fait signe que c'est bien là son opinion. La droite et le centre, indignés, l'invent. M. Jaurès semble lui souffler une réponse, mais M. Vauillant fait la parole à M. Buisson.

M. Grosjean. — Le même journal que M. Hervé proclame « qu'une déclaration de guerre entre la France et l'Allemagne serait le signal d'une révolte du prolétariat tout entier. » (Mouvement.) Si l'on ne veut pas déserter, il ne faut pas compromettre la notion essentielle de la guerre.

dant qu'ils étaient encore en France; et Ne nous confondrez pas comme un ennemi vaincu, mais comme un compagnon d'armes momentanément empêché de marcher avec vous. (Protestations indignées à droite et au centre.)

L'extrême-gauche, M. Jaurès en tête, assés d'applaudir, mais l'opposition la compas avec force.

M. Buisson. — Vous demandez au même compagnon d'armes une interprétation seconde. (Rires à droite et au centre.)

M. Gauthier de Clagny. — M. Ferry, en établissant le régime libéral que vous vantiez, a pu croire que des hommes comme ceux de M. Hervé se répareraient jamais en France, le demandant au gouvernement de découvrir au moins ces doctrines tout ce que ses subordonnés ne croient pas, en le propagant, le servir et lui être agréable. (Applaudissements prolongés.) Il peut, en effet, le croire en voyant que M. Jaurès est le chef de la majorité. (Applaudissements.)

M. Jaurès. — Et vous êtes le chef de l'opposition. Elle vous applaudit tout entière. Vous avez pris la place de M. Ribot.

M. Gauthier de Clagny. — Si mes dernières paroles ont été applaudies par toute l'opposition, c'est parce que j'ai parlé avec moi-même en jetant un cri d'alarme. (Salve d'applaudissements sur tout le banc de l'opposition. M. Ribot applaudit ostensiblement.) C'est parce que mes paroles expriment les sentiments de tous les membres de la majorité et de ceux qui ne sont pas faits qui sont obligés d'accepter tout ce qui est comme des vérités démontrées, comment leur demander ensuite, au jour du danger, de se sacrifier à la patrie? Il y a des hommes qui demandent à écarter de l'école tout ce qui est contraire à ce qu'ils veulent que son protégé croie les socialistes.

M. Gauthier de Clagny. — Il y a d'autres maîtres, comme ceux qui ont voté au congrès de la paix, vantent le courage de ceux qui refusent de porter les armes. Je demande au ministre de dire nettement quel est son opinion, bien que je la connaisse d'avance, car le ministre a déclaré ceux des maîtres qui a soutenu devant lui le langage de ces opinions. L'opposition fait une longue ovation à M. Gauthier de Clagny, qui reçoit des félicitations chaleureuses.

Le ministre de l'Instruction publique. — Il résulte de l'enquête à laquelle je me suis livré que le livre de M. Hervé n'a été distribué aux élèves ni à l'école de Clagny, ni dans aucune autre.

M. Gauthier de Clagny. — J'ai vu le commandant du lycée de Clagny, ni dans aucune autre.

M. le Ministre. — Vous avez reconnu vous-même que le livre n'était pas parvenu aux élèves.

M. Grosjean. — C'est sur l'annonce de mon interpellation que le ministre a révoqué la commande de six exemplaires de ce livre destinés aux écoles. (Applaudissements.)

M. le Ministre. — Je tiens à répondre à ce que vous ne pouvez pas dire que je me dérobe. En fait, les livres n'ont pas été placés entre les mains des élèves. (Je m'arrête.) Je ne puis pas dire que je me dérobe. En fait, les livres n'ont pas été placés entre les mains des élèves. (Je m'arrête.)

M. Buisson. Mais certains livres peuvent contenir des allusions à la Constitution, à la République, à la République, à la République. Ils sont alors interdits aux écoles. (Applaudissements.)

M. le Ministre. — Quant aux citations elles-mêmes, je les voudrais complètes pour les juger. Mais, telles qu'elles ont été faites, je les condamne hautement.

M. Grosjean. — Quant aux citations elles-mêmes, je les voudrais complètes pour les juger. Mais, telles qu'elles ont été faites, je les condamne hautement.

M. le Ministre. — Quant aux citations elles-mêmes, je les voudrais complètes pour les juger. Mais, telles qu'elles ont été faites, je les condamne hautement.

M. Grosjean. — Quant aux citations elles-mêmes, je les voudrais complètes pour les juger. Mais, telles qu'elles ont été faites, je les condamne hautement.

M. le Ministre. — Quant aux citations elles-mêmes, je les voudrais complètes pour les juger. Mais, telles qu'elles ont été faites, je les condamne hautement.

M. Grosjean. — Quant aux citations elles-mêmes, je les voudrais complètes pour les juger. Mais, telles qu'elles ont été faites, je les condamne hautement.

M. le Ministre. — Quant aux citations elles-mêmes, je les voudrais complètes pour les juger. Mais, telles qu'elles ont été faites, je les condamne hautement.

M. Grosjean. — Quant aux citations elles-mêmes, je les voudrais complètes pour les juger. Mais, telles qu'elles ont été faites, je les condamne hautement.